

# **Le diplôme du supérieur en France et en Allemagne : toujours un tremplin vers les classes moyennes ?**

---

**Norman Hass et Solène Hazouard<sup>1</sup>**

Les classes moyennes ont connu un essor formidable dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le diplôme de l'enseignement supérieur jouant alors un rôle primordial dans l'attribution des postes qui promettaient reconnaissance sociale et sécurité financière. Or, à en croire le débat médiatique mais aussi scientifique actuel des deux côtés du Rhin, le diplôme faciliterait l'accès aux classes moyennes mais ne le garantirait plus, du fait d'un décalage croissant avec l'emploi, ce qui vient nourrir, au sein de l'opinion publique, la peur d'un déclassement des diplômés. Avec une différence notable néanmoins selon le pays considéré : véritablement « sacralisé » en France, le diplôme conditionne une carrière entière, le système allemand valorisant davantage l'expérience professionnelle et la formation continue.

## ***Le sentiment d'une dévalorisation des diplômés***

En Allemagne, la peur d'une fonte des classes moyennes a été ravivée ces dernières années par le débat médiatique autour des jeunes générations, la presse allemande évoquant un nombre croissant de jeunes diplômés du supérieur au chômage et prêts à enchaîner les stages, réalisant ainsi le même travail que les employés qualifiés, pour un salaire bien inférieur. Pour le grand public, c'était la preuve d'un déclassement des diplômés.

---

<sup>1</sup> Norman Hass est doctorant en linguistique à l'Université de Bordeaux et l'Université Humboldt à Berlin. Solène Hazouard est ingénieur d'études au Centre d'Information et de Recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) à l'Université de Cergy-Pontoise. Le texte n'engage que ses auteurs.

Dans l'Hexagone, parents et enfants s'inquiètent de l'obtention du statut de cadre, une spécificité française. C'est peu surprenant, si l'on considère que jusqu'à la fin des années 1960 avec 10% d'une classe d'âge, 70% des bacheliers accédaient à un emploi de cadre ou de profession intermédiaire. Ils ne sont plus que 22% aujourd'hui, alors que les deux tiers d'une classe d'âge décrochent le baccalauréat. Toutefois, avec la création des bacs professionnels et technologiques, qui contrairement à l'Abitur allemand permettent un accès direct à l'emploi, la différenciation du baccalauréat rend la comparaison difficile.

### ***Le débat allemand sur la « Génération Stage »***

En 2007, l'étude *Generation Praktikum – Mythos oder Massenphänomen?*, de Kolja Briedis et Karl-Heinz Minks, est venue relativiser le problème de la « Génération Stage ». Le débat médiatique n'était néanmoins pas tout à fait infondé : les statistiques montrent que la situation des jeunes diplômés varie considérablement selon la matière étudiée et leur région d'origine. Un linguiste ou un chercheur en histoire culturelle sur quatre effectue encore un, voire plusieurs stages après les études. Même si elle n'est guère représentative de l'ensemble de l'Allemagne, la situation à Berlin, métropole pauvre en industrie et capitale des diplômés sans travail, a longtemps marqué le discours médiatique.

### ***La question de l'overeducation en France***

Les conditions de vie ayant fortement évolué ces dernières décennies, il se révèle peu pertinent de comparer le niveau de vie atteint à diplôme égal. Comme en Allemagne, l'élévation du niveau des diplômés est cependant allée de pair avec la mutation des structures de l'emploi, au profit des plus qualifiés. En outre, un même poste a pu voir ses missions enrichies en l'espace de quelques décennies. Mais si, pour cette raison, les employeurs recherchent des personnes plus diplômées qu'auparavant pour un même intitulé de poste, la reconnaissance ne suit pas toujours en termes de rémunération ou de responsabilité, ce qui alimente le sentiment de déclassement. Qui plus est, en période de récession, la peur du chômage encourage certains jeunes à accepter des postes pour lesquels ils s'estiment à juste titre surqualifiés et d'autres à passer des concours de la fonction publique qui requièrent un niveau de diplôme inférieur au leur. Le sociologue Camille Peugny nuance toutefois :

*« On peut commencer sa carrière en étant dans une situation de déclassement par rapport à son niveau de diplôme et se 'reclasser' par la suite. Cette probabilité est d'autant plus forte que le diplôme initial est élevé ».<sup>2</sup>*

## **A la lumière des statistiques : nets avantages des diplômés sur les non diplômés**

Comme Camille Peugny, nombre d'analystes se montrent optimistes quant à l'avenir professionnel des jeunes diplômés. D'après une étude récente effectuée sous la direction de l'Institut Roman Herzog pour la République fédérale, la situation des diplômés, et notamment des bac+5, est toujours bien meilleure que celle des non diplômés, surtout en matière de rémunération.

La différence est notable aussi en France. Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) évoque par ailleurs un taux d'emploi largement supérieur pour les diplômés. Mieux, 80% des diplômés de 2007 occupaient un poste de cadre ou de profession intermédiaire trois ans après la fin des études.

Le problème se pose dès lors pour les quelque 130 000 sortants sans diplôme du secondaire en France (ils sont 65 000 en Allemagne à sortir sans le certificat de fin d'études de la Hauptschule), davantage touchés par la crise et placés sur des contrats précaires, missions d'intérim et CDD. Leur proportion (18%, contre 7,5% en Allemagne) n'a guère varié ces vingt dernières années, après pourtant une longue phase de recul avant 1990.

## **Pistes de progrès possibles dans l'enseignement supérieur**

Si le diplôme du supérieur, sans garantir l'accès aux classes moyennes, garde néanmoins une forte valeur protectrice en termes de rémunération et permet l'ascension sociale dans les deux pays considérés, l'accès de tous à une formation tertiaire de qualité représente un enjeu majeur. La comparaison binationale achoppe ici sur la structure du système d'enseignement supérieur : si en France, une hiérarchie nette s'impose entre grandes écoles professionnalisantes, universités spécialisées bien cotées et universités plus généralistes, la différence entre les Universitäten,

---

<sup>2</sup> Laurent Jeanneau, Thierry Pech, « Une génération en crise ? » [Entretien avec Guillaume Allègre et Camille Peugny], *Alternatives économiques*, mars 2011, n° 300, p. 62.

plus orientées recherche, et les Fachhochschulen tournées vers la production s'estompe avec l'expérience professionnelle du diplômé.

En France, où le taux de diplômés du supérieur est tout de même de 43% parmi les 25-34 ans (contre seulement 26% en Allemagne et 37% en moyenne dans les pays de l'OCDE), sociologues et économistes recommandent aux responsables politiques d'accorder aux jeunes des allocations de formation, afin d'éviter la reproduction des inégalités dans un système reposant largement sur la solidarité familiale. En outre, une meilleure adaptation du système de formation aux besoins des entreprises pourrait faciliter l'insertion des jeunes diplômés dans le marché du travail. Car hormis dans les grandes écoles, les IUT et certaines filières de lycées professionnels, il reste très éloigné de l'emploi : un étudiant qui quitte l'université a une chance sur deux d'intégrer un poste sans lien avec sa formation. Mais cela remet en question la mission initiale de l'université de production et transmission du savoir, aussi bien en Allemagne qu'en France, et ce indépendamment de son utilité économique et/ou politique.

De son côté, l'Allemagne a mis en œuvre le « Pacte de l'Enseignement Supérieur 2020 », qui a permis de faire face au nombre croissant d'étudiants. L'augmentation du montant de la bourse d'études (Bafög) ainsi que du nombre de boursiers, la création de prêts pour les jeunes en formation et des bourses d'excellence ont également favorisé l'augmentation du nombre d'étudiants. Dès lors, le risque est que le diplôme universitaire perde de sa valeur et que la sélection se déplace ailleurs.

## ***Au départ : une réelle égalité des chances ?***

La question éducationnelle se pose en réalité dès l'école primaire, car elle jette les bases de l'avenir des enfants et facilite l'accès à un diplôme de qualité. Or outre-Rhin, même s'ils ont de bonnes notes, nombre d'élèves issus des classes défavorisées choisissent une autre école secondaire que le lycée (Gymnasium). Souvent, les enseignants eux-mêmes ont tendance à orienter un enfant d'une famille ouvrière plutôt vers une école secondaire qui prépare à une formation professionnelle (Hauptschule ou Realschule).

Or l'Abitur ne sert plus à distinguer les élites. Face à cette évolution, un nombre croissant de parents allemands orientent leurs enfants vers des établissements privés. Même si seulement 7% des élèves sont concernés, leur nombre est passé de 422 000 à 591 000 en Allemagne de l'ouest et de 23 000 à 84 000 à l'est entre 1992 et 2007. Ce sont notamment les parents jouissant d'une bonne position socio-économique en termes de capital culturel et d'emploi qui orientent leurs enfants vers ce type d'établissements. Pour le sociologue et expert en mutations du monde du travail Martin Kronauer, l'engagement des parents pour la réussite scolaire de leurs

enfants ressemble à la « lutte des classes dans les classes d'école », l'éducation étant essentielle au maintien des classes moyennes.

En France, l'assouplissement de la carte scolaire depuis quelques années tend à renforcer les ghettos. Comme en Allemagne, la transmission du capital culturel est décisive : les enfants d'enseignants et de professions libérales atteignent le plus des fonctions de cadre ou de professions intellectuelles supérieures, devançant avec 15 points d'écart les enfants de cadres du privé ou du public.

Pour la journaliste économique Ulrike Herrmann, le recours accru aux établissements privés est une stratégie à la fois erronée et inquiétante. Erronée car ces parents surestiment la valeur des diplômes en ignorant que l'origine sociale joue toujours un rôle primordial en Allemagne dans l'insertion sur le marché de l'emploi (et aussi en France, où malgré la démocratisation de l'enseignement supérieur depuis la fin des années 1980, l'avantage relatif des enfants de cadres s'est accentué ces trente dernières années). Mais cette évolution est surtout inquiétante, car elle remet en question l'égalité des chances pour les enfants de toutes les couches sociales.

## ***S'attaquer au problème en amont***

Outre-Rhin, il est depuis longtemps question de créer un système d'enseignement plus perméable, excluant dès lors les « voies de garage ». Par le passé, de tels projets ont néanmoins souvent échoué face à l'opposition farouche des classes moyennes elles-mêmes, qui craignent un nivellement par le bas dans l'enseignement scolaire et souhaitent conserver ce système assurant, jusqu'à aujourd'hui, la structure sociale allemande. Les experts en sciences de l'éducation comme Hans Brügelmann s'accordent pour dire : « L'école commune et inclusive pour tous est indispensable pour s'intégrer dans une société démocratique ». Certains Länder ont déjà réagi. Désormais, il n'existe plus qu'un type d'établissement alternatif au Gymnasium, dans lequel les élèves peuvent également passer leur Abitur après 12, voire 13 ans de scolarité.

Un regard sur la France montre que le collègue unique ne suffit pas non plus à garantir l'égalité des chances. Dans l'édition 2011 de son rapport « Regards sur l'éducation », l'OCDE signale que parmi 39 pays, la France est le deuxième après la Nouvelle-Zélande où le milieu socio-économique affecte le plus lourdement la performance des élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit. En outre, en France, 38% de cette classe d'âge (un record parmi les pays comparables) ont connu au moins une fois un redoublement. Ceci renvoie aux difficultés à gérer l'hétérogénéité des élèves malgré l'existence du collègue unique.

En Allemagne, il apparaît nécessaire d'intensifier les efforts dès l'enseignement maternel et primaire. Le soutien linguistique joue ici un rôle clé, notamment pour les enfants issus de l'immigration dont les familles ne parlent pas l'allemand. Il leur faciliterait l'accès au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et aux études supérieures. En France, se pose la question de savoir dans quelle mesure devrait être développé, davantage que par le passé, un profil pédagogique propre au collège, afin de mieux gérer l'hétérogénéité mentionnée ci-dessus. Ce n'est qu'ainsi que des objectifs comme la réduction du taux inquiétant (et stable !) de non diplômés pourront être atteints. Dans les deux pays, de telles mesures contribueraient grandement à renforcer les classes moyennes, car comme le souligne judicieusement Martin Kronauer, l'éducation est indispensable à leur survie.